

PRÉFECTURE  
DES BOUCHES-DU-RHONE

REPUBLIQUE FRANCAISE

DIRECTION DE  
L'ADMINISTRATION COMMUNALE  
ET DE L'ENVIRONNEMENT  
4ème BUREAU

MARSEILLE, le

Dossier suivi par :

Mlle MARTINEAU

n° 49-1980 A

A R R E T E

autorisant la Société " HUILES, GOUDRONS et DERIVES " à réaliser un certain nombre de modifications dans son usine de Port-Saint-Louis-du-Rhône

LE PREFET DE LA REGION PROVENCE, ALPES, COTE D'AZUR,  
PREFET DES BOUCHES-du-RHONE,  
COMMANDEUR DE LA LEGION D'HONNEUR,

VU la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976, relative aux installations classées pour la Protection de l'Environnement,

VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977, pris pour l'application de la loi susvisée,

VU les arrêtés préfectoraux n°s 119-1972, en date des 16 mai 1974 et 2 octobre 1978 autorisant la Société " HUILES, GOUDRONS ET DERIVES " à exploiter une usine de fabrication de goudrons de houille à PORT-SAINT-LOUIS-DU-RHONE,

VU la demande présentée par la Société " HUILES, GOUDRONS ET DERIVES " dont le siège social est " Tour Aurore ", Place des Reflets 92080 PARIS LA DEFENSE CEDEX 5, en vue d'être autorisée à procéder à une extension de son usine de Port St. Louis du Rhône,

VU les plans et notices annexés à cette demande,

VU l'enquête publique à laquelle il a été procédé dans la commune de PORT-SAINT-LOUIS-du-RHONE du 11 novembre 1980 au 11 décembre 1980 inclus,

VU l'avis du Conseil Municipal de PORT-SAINT-LOUIS-DU-RHONE en date du 5 décembre 1980,

VU l'avis du Commissaire Enquêteur en date du 12 décembre 1980,

VU l'avis du Directeur Départemental de l'Agriculture en date du 3 novembre 1980,

VU l'avis du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales en date du 4 novembre 1980,

VU l'avis du Directeur Départemental de l'Equipement en date du 28 novembre 1980,

VU l'avis du Directeur Départemental du Travail et de l'Emploi en date du 18 décembre 1980,

VU l'avis du Directeur du Port Autonome de Marseille en date du 13 janvier 1981,

VU l'avis du Directeur Départemental de la Sécurité Civile en date du 2 février 1981,

VU l'avis du Sous-Préfet d'ARLES parvenu le 30 mars 1981,

VU l'avis du Directeur Interdépartemental de l'Industrie en date des 20 août 1980 et 21 avril 1981,

VU l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène en séance du 17 juin 1981,

CONSIDERANT que les nuisances liées à ces activités (pollution de l'eau, pollution de l'air, déchets, bruits, dangers d'incendie et d'explosion) ne sont pas de nature à faire obstacle à l'octroi de l'autorisation sollicitée,

CONSIDERANT qu'il y a lieu cependant de prévoir un certain nombre de mesures destinées à supprimer ou atténuer ces nuisances,

SUR proposition du Secrétaire Général des Bouches-du-Rhône,

A r r ê t e :

ARTICLE 1er. - La Société HUILES, GOUDRONS ET DERIVES est autorisée à procéder à une extension de son usine installée à PORT ST LOUIS DU RHONE - parcelles n° 7 et 28 Berge Sud du Canal Maritime.

ARTICLE 2. - Cette extension concerne :

- l'augmentation de la capacité de l'unité de distillation qui passera de 125 000 t à 150 000 t/an;
- une station de mélange d'huiles pour une capacité de 15 000 t/an appelées couramment " créosotes " et huiles de fluxage;
- l'implantation de 8 bacs pour le stockage d'huiles reçues de l'extérieur et d'huiles mélangées, la capacité totale de cette extension représentant 5 450 m<sup>3</sup>, avec les postes de chargement et de déchargement correspondants.

Ces activités sont visés aux rubriques 253, 261 et 261 B de la nomenclature des installations classées.

Compte tenu des autorisations délivrées antérieurement, les stockages principaux de l'usine comprendront :

- cuvette A : 11 bacs contenant des produits de catégories C2 et D2 et un bac de fuel domestique de 6 m<sup>3</sup> pour une capacité totale de 8 196 m<sup>3</sup>,
- cuvette B : 12 bacs contenant des produits de catégorie B, C2 et D2. La capacité totale sera de 6 430 m<sup>3</sup>,
- cuvette C : 2 bacs contenant des produits de catégorie C2 et D2 pour une capacité totale de 4 340 m<sup>3</sup>.

ARTICLE 3.- La présente autorisation est subordonnée au respect des prescriptions ci-après :

1°) Les dispositions de l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 16 mai 1974 n° 119 sont applicables aux nouvelles installations.

2°) Les rejets d'eaux de l'usine seront rassemblés dans un bassin naturel de lissage dont la capacité sera déterminée en accord avec l'Inspecteur des Installations Classées. Ce bassin comportera à sa sortie une cloison siphonée ainsi qu'un appareil enregistreur et totalisateur de débit. Les échantillons d'eaux à la sortie du bassin seront prélevés sur une période de 24 heures.

3°) Le fond et les parois des cuvettes de rétention qui peuvent servir de stockage d'eaux polluées seront rigoureusement étanches.

4°) Le bassin d'orage et le bac de recueil des eaux provenant de l'unité de distillation et des eaux pluviales collectées dans les cuvettes de rétention, sur les dalles de fabrication, les aires de pomperie et les aires de chargement et de déchargement des camions et wagons citernes devront permettre le stockage d'un volume de 580 m<sup>3</sup>. Dans le cas où le bac de recueil serait alimenté par pompage à partir du bassin d'orage, le débit nominal des pompes devra être calculé en accord avec le débit maximal d'eaux recueillies. Les équipements correspondants seront mis en service avant la fin de l'année 1981.

5°) Le bassin d'orage sera maintenu vide en permanence :

Après chaque période de forte pluie les effluents stockés seront envoyés en partie vers l'incinérateur existant, en partie dans des installations de traitement extérieures recevant l'accord de l'Inspecteur des Installations classées. Dans ce dernier cas, les caractéristiques des effluents devront être déterminées par analyse.

6°) Les eaux provenant de l'unité de distillation seront traitées systématiquement dans l'unité d'incinération existante. En cas de panne de cette unité, et sur justifications, des installations de traitement extérieures pourront être utilisées.

7°) L'exploitant devra mettre en oeuvre toutes les solutions techniques nécessaires pour incinérer en continu et avec fiabilité les gaz incondensables provenant de la distillation de goudron avant la fin de l'année 1981.

8°) Les différents stocks de déchets de brai existants dans l'établissement devront être éliminés avant mi-1983 soit par recyclage, soit par évacuation dans une entreprise régulièrement autorisée à cet effet. Les sols correspondants devront être nettoyés et remis en état à l'issue de cette opération.

9°) Les moyens complémentaires de secours contre l'incendie devront être déterminés en accord avec la Direction des Services Départementaux d'incendie et de secours.

Le débit d'eau du réseau d'eau d'incendie devra être contrôlé en présence d'un officier de la direction précitée.

ARTICLE 4.- L'exploitant devra, en outre, se conformer aux dispositions :

a) du Livre II du Code du Travail sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs,

b) du décret du 10 juillet 1913 sur les mesures générales de protection et de salubrité applicables dans tous les établissements industriels ou commerciaux,

c) du décret du 14 novembre 1962 sur la protection des travailleurs dans les établissements qui mettent en oeuvre des courants électriques.

ARTICLE 5.- L'établissement sera soumis à la surveillance de la Police, de l'Inspection des Services d'Incendie et de Secours, de l'Inspection des Installations Classées et de l'Inspection du Travail. Il sera tenu à l'exécution de toutes mesures que l'administration jugerait nécessaire d'ordonner dans l'intérêt de la sécurité et de la salubrité publiques.

ARTICLE 6.- En cas d'infraction à l'une des dispositions qui précèdent, la présente autorisation pourra être suspendue sans préjudice des condamnations qui pourraient être prononcées par les tribunaux compétents.

Sauf le cas de force majeure, cette autorisation perdra sa validité si l'établissement n'est pas ouvert dans un délai de deux ans à dater de la notification du présent arrêté ou s'il n'est pas exploité pendant deux années consécutives.

ARTICLE 7.- La présente autorisation ne dispense pas l'exploitant de l'obligation de demander toutes autorisations administratives prévues par des textes autres que la loi du 19 juillet 1976.

Une copie du présent arrêté devra être tenue au siège de l'exploitation, à la disposition des autorités chargées d'en contrôler l'exécution. Un extrait de cet arrêté sera affiché en permanence et de façon visible, dans l'établissement.

ARTICLE 8. - Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 9. - Le Secrétaire Général des Bouches-du-Rhône, le Sous-Préfet, Directeur Départemental de la Sécurité Civile, le Sous-Préfet d'Arles, le Maire de PORT SAINT LOUIS DU RHONE, le Directeur Interdépartemental de l'Industrie, le Directeur Départemental du Travail et de l'Emploi, l'Inspecteur Départemental des Services d'Incendie et de Secours et toutes autorités de Police et de Gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont un extrait sera publié et affiché conformément aux dispositions de l'article 21 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977.

Marseille, le - 8 OCT. 1981

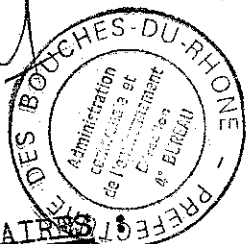
Pour le Préfet

Le Secrétaire Général Adjoint,

Marc FERRUA

Pour Copie Conforme  
Le Chef de Bureau,

Mathilde FERRERO



DESTINATAIRES

- M. le Maire de PORT-SAINT-LOUIS-DU-RHONE  
"aux fins utiles"
- M. le Sous-Préfet d'ARLES
- M. le Sous-Préfet, Directeur Départemental de la Sécurité Civile,
- M. le Directeur Interdépartemental de l'Industrie
- M. le Directeur Départemental de l'Agriculture
- M. le Directeur Départemental du Travail et de l'Emploi
- M. le Directeur Départemental de l'Equipeement
- M. l'Inspecteur Départemental des Services d'Incendie et de Secours
- M. BERNARD, Chef du Service d'Aide et d'Accueil aux Entreprises  
"Pour leur information"